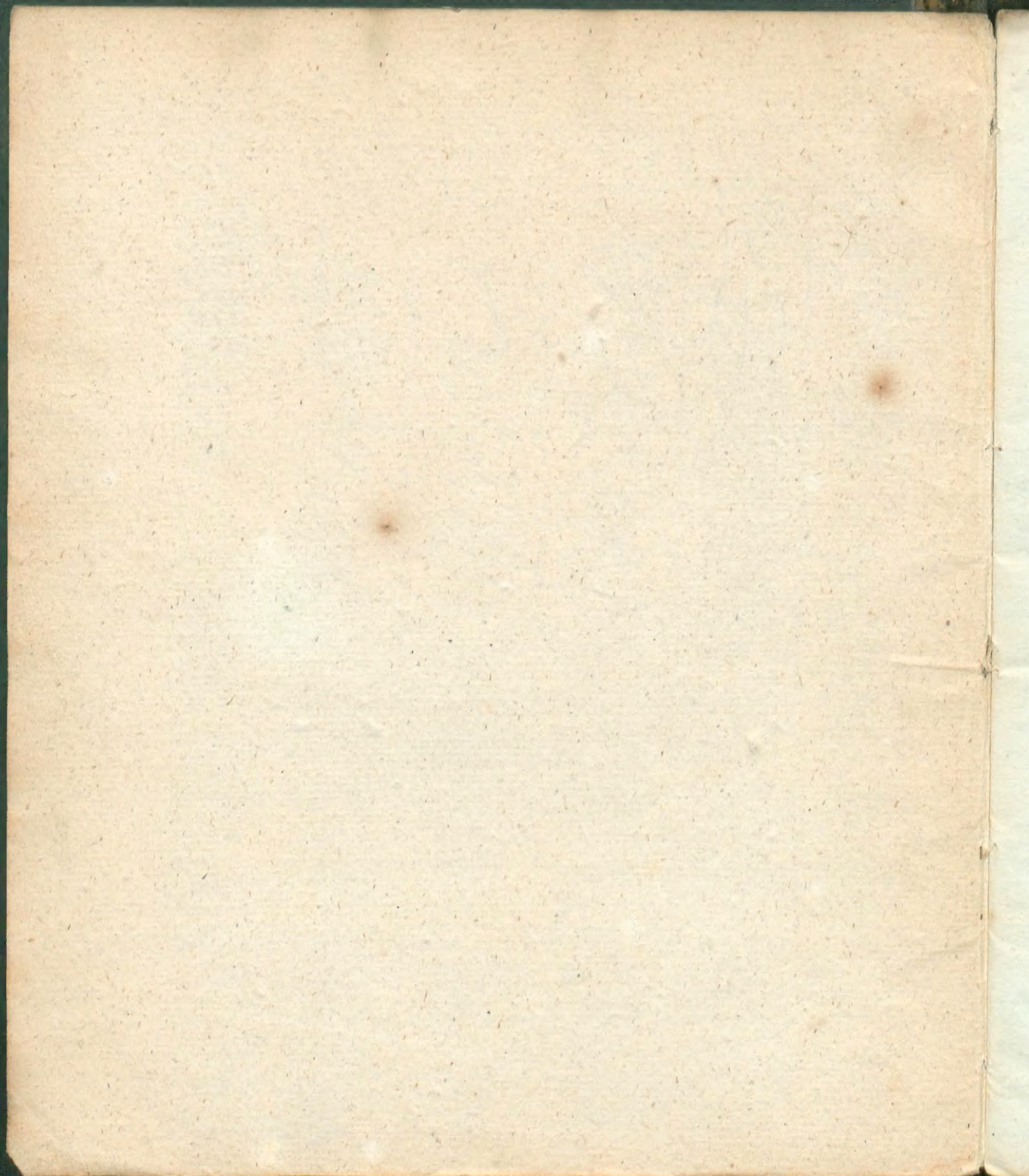


Ms. gall.
Quar. 30



Memoria

Exposition de la ville de Rouen

Le 15 Mars 1821

Par M. de la Roche

Supplément

à l'histoire

de la ville de Paris

par M. de la Harpe

et de M. de la Harpe

avec des notes

Supplément

au

Mémoire

du premier Février 1798.

adressé à l'auguste Congrès de Rastadt.

par

le Président de la Cour de justice provinciale et Conseiller
provincial des Duchés de Calenberg et Goettingue

Frédéric Louis de Perlepsis.

Supplement

1111

11. *Chrysomelidae*

1111

XXXVI.

Dans le moment, que le soussigné vouloit présenter le mémoire, qu'il a l'honneur de mettre présentement sous les yeux des illustres pacificateurs de Rastadt, il recut la nouvelle que le Décret ultérieur de la Chambre impériale à Wetzlar (XXXII) avoit été rendu le 29^e janvier 1798, dans la cause illustre, qu'il défend pour la liberté du peuple Hanovrien.

XXXVII.

Le jugement définitif enjoint catégoriquement, et sous peine d'une amende de 10 marc d'or, à sa Majesté Britannique, en qualité de Duc de Calenberg et Goettingue, et aux États, et à la Noblesse de ces Duchés :

- 1.) De ne point user de voie de fait contre le soussigné, mais de procéder contre lui en justice;
- 2.) de le restituer tout de suite dans toutes les charges

- ges d'état, dont il a été revêtu jusqu'ici;
- 3.) de lui payer, tant pour le passé, que pour l'avenir, les appointemens et agrémens, attachés à ces charges;
- 4.) de lui communiquer, s'il le demande, les pièces nécessaires pour sa défense en forme certifiée;
- 5.) de ne plus l'empêcher, de prendre connoissance plénière des papiers, qu'il demandera des archives de la diète provinciale;
- 6.) de lui rembourser les frais et dommages; et
- 7.) de casser et d'annuller tout ce qui s'est fait contre le contenu du premier Décret de la Chambre impériale de justice à Wetzlar, en date du 20 juin 1797 (XXIX) qui portoit défense expresse, de ne pas procéder à l'élection d'un nouveau Conseiller provincial des duchés de Cœlenberg et Goettingue.

XXXVIII.

Le soussigné n'a pas tardé, de faire insinuer, comme cela se doit, ce Décret impérial à la regence d'Hannovre

novre et à l'assemblée des états d'Hannovre le 19 février 1798 par un laissier de sa Majesté impériale.

Il a en même tems demandé par écrit:

- a.) à la regence d'Hannovre, de lui marquer le jour de sa restitution formelle et actuelle, et
- b.) à l'assemblée des d'Hannovre, une déclaration d'obéissance ponctuelle au Decret de la Chambre impériale à Wetzlar, en leur observant la nécessité absolue, d'être obéissans à ce Decret de cassation, s'ils aspiraient désormais au beau titre de Représentans de la nation Hannovrienne.

Il a ajouté à ces demandes la déclaration expresse:

- 1.) Que, si le souverain ne recevroit point en trois semaines une réponse, précisément conforme à ce qu'il étoit en droit d'exiger, il seroit obligé, d'inférer de cette conduite une désobéissance prononcée contre le jugement impérial, rendu à Wetzlar le 29 janvier 1798, et
- 2.) qu'il rendoit, dans ce cas là, les individus de la diète provinciale d'Hannovre personnellement

ment responsable de toutes les suites, qui pourroient résulter d'une démarche, tout à fait inconstitutionnelle et contraire à leurs devoirs envers la patrie.

XXXIX

Les procédés, dont la régence d'Hannovre, et les soi-disans états de Calenberg et Goettingue ont usé le 19 Fevrier 1798 contre l'huissier impérial de la Chambre de justice à Wetzlar ont prouvé assez clairement un gouvernement anarchique. La coalition existante entre la régence d'Hannovre et la faction dominante des états de Calenberg et Goettingue, dont le but est, d'opérer une révolution, pour livrer le bien être de la patrie aux intérêts du Gouvernement Britannique, est convenue, de ne point accepter le jugement, qui leur a dû être insinué de la part de sa Majesté impériale.

Pour cet effet ils ont fait arrêter l'huissier de la Chambre impériale, au plus grand scandale
de

de tout le public d'Hannovre, qui a applaudi généralement à la justice, rendue au défenseur de la constitution Hannovrienne. Ils ont forcé ensuite l'huissier impérial, de reprendre les Décrets, dont il étoit chargé pour eux. Non contents de cette procédure illégale ils l'ont fait transporter par une garde hors de la ville d'Hannovre à distance d'une lieue, en le menaçant des traitemens les plus durs, s'il reculerait, et en cassant et annullant chaque espèce d'insinuation du Décret impérial, par une résolution, que la régence d'Hannovre a remis par force à l'huissier impérial.

La régence et les sordides états d'Hannovre ont donc manqué de la façon la plus innouée à tout bon ordre social, et au respect, dû à sa Majesté impériale. La vraie raison de ce manquement est, que le Gouvernement Anglo-Hannovrien ne peut pardonner à sa Majesté le Roi d'Hongrie et de Bohême le traité de

paix

paix, conclue avec la République Française à
l'empire-Formido.

La régence d'Hannovre et les états de Calen-
berg ont en même tems prouvé par leur con-
duite reprochensible l'état d'anarchie, dans
lequel ils se trouvent.

XL.

L'huissier impérial a dû céder pour le moment
à la force. Mais il s'est rendu tout de suite
comme il est de son devoir, en pareil cas le 22
Février 1798, au bureau de la poste impériale
à Hildesheim. C'est ici qu'il a insinué en
forme légale les paquets et décrets du 29
Janvier 1798, adressés à la régence d'Han-
novre et à l'assemblée des états de Calen-
berg.

XLI.

Le sousigné n'a point reçu de réponse à la
demande, qu'il a adressée à la régence d'Han-
novre et aux états de sa patrie.

Les

Les procédures dont on a usé envers l'huissier de la Chambre impériale de justice à Wetzlar, prouvent assez clairement, qu'il n'en aura jamais, et que sa Majesté Britannique et le parti oligarchique des états d'Hannovre persistent dans leur conduite oppressive de la liberté et de l'indépendance de la nation Hannovrienne.

XLII.

Il est enfin généralement reconnu, que la constitution germanique actuelle n'offre, en matière d'exécutions des jugemens, rendus par les tribunaux de l'empire, qu'une belle théorie, ou la pratique est en éternelle contradiction avec les lois, les plus claires et les plus respectables. Le soussigné n'ose par conséquent se flatter, que le Décret de la Chambre impériale de justice de Wetzlar du 29 janvier 1798, soit jamais mis en exécution, quoiqu'il garantisse

la constitution Hannoverrienne contre toute influence du gouvernement Britannique: influence d'autant plus funeste, puisqu'elle seule, qui cause pour les peuples boréals allemands la prolongation des frais immenses d'une neutralité armée. Celle-ci ne seroit point du tout nécessaire, si la combinaison personnelle entre le Roi de la grande Bretagne et l'Electeur d'Hannovre n'exigeoit pas cette mesure de prévoyance. Par la scrupuleuse exactitude de la République Française à remplir ses engagements, une fois contractés par elle, rend le corps d'observation Prussien, qui se trouve déjà depuis si long-temps dans le pays d'Hannovre, tout à fait inutile.

XLIII.

Est en conséquence des raisons, que le sous-signé vient d'exposer aux illustres et augustes pacificateurs de Rastadt, qu'il ose ajouter
à

à la très humble et très respectueuse petition, an-
noncée par son mémoire du premier Février 1798
(XXXV) celle:

De vouloir charger expressément de l'exécution
du Décret, rendu par la Chambre impériale
de justice le 29^e Janvier 1798 (XXXVII) ceux
qui mettront en exécution le traité de paix,
qui va se conclure entre la République Fran-
çaise et le St. Empire Germanique. Le sous-
signé, qui a défendu, et qui défend encore,
en parfaite harmonie avec la décision de la
Chambre impériale de justice, la liberté
de sa patrie contre toute innovation Brit-
annique, ose d'autant plus réclamer l'exé-
cution d'un Décret, dont la source est la
guerre des dogmes politiques, qui va finir
présentement; d'un jugement, qui défend
la constitution du pays d'Hanovre con-
tre toute influence du gouvernement Brit-
annique; d'un Décret, qui garantit la
liberté

liberté et l'indépendance d'un bon et brave peuple, qui réclame à haute voix la première de toutes les vérités politiques - celle de n'être pas trahi par une faction de ses Représentans, qui n'a d'autre but, que de le sacrifier à un intérêt étranger, et de le livrer (son prince régnant étant toujours absent, inaccessible pour ses sujets Allemands*), et par conséquent mal instruit) au plus affreux despotisme, à celui d'une oligarchie aristocratique, amalgamée avec une vile bureaucratie de la régence d'Hannovre.

A Hastadt ce 19 Mars 1798

* Ordonnances du 30 septembre 1763 et du 7 mai 1778, qui défendent à tout sujet Hanovrien, de porter plainte immédiatement à Londres.



peu de pas ii et é es stu re c no-
l'acte et l'indépendance d'un bon et honnête
qui se donne à haute voix la permission de
soutenir les vérités politiques - celle de n'être
pas une faction de spéculateurs qui
se veut être tout, qui se désintéresse à un instant
d'espérer, et de se faire son propre représentant
sans toujours être, inévitablement pour ses
opinions (et par conséquent pour ses
opinions) une affaire d'opinion, à tel point que
l'opinion est caractéristique, amoureuse, et
mille autres caractéristiques de la pensée et de l'homme.

De l'indépendance et de la liberté

ii pas
L'ordonnance du 30 septembre 1789 et du 2 mai
1790, qui défendent à tout sujet d'émigrer, et
qui interdisent immédiatement à tout sujet

